

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 767

[C — 98/27187]

12 MARS 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 concernant l'octroi d'allocations de déménagement, d'allocations d'installation et d'allocations de loyer en faveur de personnes quittant un logement insalubre, de personnes handicapées quittant un logement inadapté et de personnes sortant de leur situation de "sans-abri"

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code du Logement, notamment l'article 76 y inséré par la loi du 19 juillet 1976;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 concernant l'octroi d'allocations de déménagement, d'allocations d'installation et d'allocations de loyer en faveur de personnes quittant un logement insalubre, de personnes handicapées quittant un logement inadapté et de personnes sortant de leur situation de "sans-abri", modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 juin 1994;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent de pouvoir octroyer des allocations de déménagement, d'installation et de loyer à des personnes "sans-abri" qui sont actuellement exclues du champ d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 novembre 1993 concernant l'octroi d'allocations de déménagement, d'allocations d'installation et d'allocations de loyer en faveur de personnes quittant un logement insalubre, de personnes handicapées quittant un logement inadapté et de personnes sortant de leur situation de "sans-abri", modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 juin 1994, est complété comme suit :

« c) soit la personne qui, pendant les douze mois précédant la prise en location d'un logement salubre, occupait une résidence de vacance située dans une zone de loisirs. »

§ 2. Dans l'article 1^{er}, 3e alinéa, du même arrêté, le point 2 est remplacé par la disposition suivante :

« 2. l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997 relatif aux conditions d'octroi de subventions pour le logement d'insertion; ».

§ 3. Le même article 1^{er}, 3e alinéa, est complété par les points suivants :

« 4. l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 29 mars 1993 portant réglementation générale des milieux d'accueil subventionnés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

5. l'arrêté royal du 10 juillet 1990 fixant les normes d'agrément des initiatives d'habitation protégée pour des patients psychiatriques. »

§ 4. Le même article 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« L'hébergement dans un logement d'urgence ou de transit géré par une commune ou un centre public d'aide sociale est également considéré comme un hébergement pour des raisons psychiques, médicales ou sociales par une institution, visé à l'alinéa 1^{er}, 9^o, b. »

Art. 2. L'article 2, § 1^{er}, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Des allocations de déménagement et d'installation sont également accordées, aux conditions fixées par le présent arrêté, aux locataires d'un logement appartenant à une société qui quittent un logement sous-occupé pour prendre en location un logement de la même société en rapport avec leur composition de ménage, qui leur est proposé en application de l'article 5, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 relatif à la location des logements gérés par la Société régionale wallonne du Logement ou par les sociétés agréées par celle-ci, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mars 1995. »

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, il est inséré un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. Est considéré comme sous-occupé le logement appartenant à une société, comportant au moins deux chambres excédentaires eu égard aux normes définies par l'article 5 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 13 juin 1991 visé à l'article 2, § 1^{er}. »

Art. 4. § 1^{er}. L'article 4, § 1^{er}, du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« Les dispositions des 1^{er} et 2e alinéas ne s'appliquent pas aux bénéficiaires d'allocations de déménagement et d'installation octroyées en application de l'article 2, § 1^{er}, 2e alinéa. »

§ 2. Dans le même article 4, au point 3^o, d), du § 3, les mots "ainsi qu'à l'existence de droits réels immobiliers" sont supprimés.

§ 3. L'article 4, § 3, du même arrêté est complété par le point suivant :

« 4^o remplir une déclaration sur l'honneur par laquelle il certifie qu'il respecte la condition de patrimoine imposée par le § 2. »

Art. 5. Dans l'article 5 du même arrêté, l'alinéa 3 est complété par les mots suivants : "sans pouvoir dépasser le montant du loyer du logement pris en location".

Art. 6. Dans l'article 7, § 1^{er}, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La demande n'est, en outre, prise en considération que si elle est introduite au plus tard six mois après le déménagement ou, lorsqu'il est fait application de l'article 2, § 2, 1^o, au plus tard six mois après la fin des travaux ou encore, lorsqu'un nouveau bail a été conclu avec le propriétaire et que celui-ci a bénéficié, pour lesdits travaux, de la prime à la réhabilitation instaurée par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 février 1990, au plus tard six mois après la conclusion de ce nouveau bail. »

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 1998.

A titre transitoire, les dispositions abrogées ou modifiées par le présent arrêté restent toutefois applicables aux demandes introduites avant son entrée en vigueur.

Art. 8. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 12 mars 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 767

[C - 98/27187]

12. MÄRZ 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1993 über die Gewährung von Umzugs-, Einzugs- und Mietzulagen zugunsten von Personen, die eine gesundheitsschädliche Wohnung verlassen, zugunsten von behinderten Personen, die eine nicht angepaßte Wohnung verlassen, und zugunsten von Personen, die aus ihrer Situation von Obdachlosen herauskommen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wohnungsbuches, insbesondere des Artikels 76, eingefügt durch das Gesetz vom 19. Juli 1976;

Aufgrund des Erlasses der wallonischen Regierung vom 19. November 1993 über die Gewährung von Umzugs-, Einzugs- und Mietzulagen zugunsten von Personen, die eine gesundheitsschädliche Wohnung verlassen, zugunsten von behinderten Personen, die eine nicht angepaßte Wohnung verlassen, und zugunsten von Personen, die aus ihrer Situation von Obdachlosen herauskommen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 2. Juni 1994;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß es dringend ist, Umzugs-, Einzugs- und Mietzulagen zugunsten von Obdachlosen, die zur Zeit aus dem Anwendungsbereich des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1993 ausgeschlossen sind, gewähren zu können;

Auf Vorschlag des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. November 1993 bezüglich der Gewährung von Umzugs-, Einzugs- und Mietzulagen zugunsten von Personen, die eine gesundheitsschädliche Wohnung verlassen, zugunsten von behinderten Personen, die eine nicht angepaßte Wohnung verlassen, und zugunsten von Personen, die aus ihrer Situation von Obdachlosen herauskommen, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 2. Juni 1994, wird wie folgt ergänzt:

« c) oder die Person, die zwölf Monate lang vor der Anmietung einer gesunden Wohnung ein in einem Freizeitgebiet gelegenes Ferienhaus bewohnt hat. »

§ 2. In Artikel 1, Absatz 3 desselben Erlasses wird der Punkt 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

« 2. dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 1997 über die Bedingungen zur Gewährung von Zuschüssen für Eingliederungswohnungen; ».

§ 3. Derselbe Artikel, Absatz 3 wird durch folgende Punkte ergänzt:

« 4. dem Erlaß der Exekutive der französischen Gemeinschaft vom 29. März 1993 zur allgemeinen Regelung der durch den "Office de la Naissance et de l'Enfance" (ONE) bezuschußten Empfangszentren;

5. dem Königlichen Erlaß vom 10. Juli 1990 zur Festlegung der Zulassungsnormen der Initiativen für beschützte Wohnungen zugunsten von geistesgestörten Patienten. »

§ 4. Derselbe Artikel 1 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

« Die Beherbergung in einer von einer Gemeinde oder von einem öffentlichen Sozialhilfezentrum verwalteten Not- oder Übergangswohnung wird ebenfalls als eine Beherbergung aus psychischen, ärztlichen oder sozialen Gründen durch eine in Absatz 1, 9^o, b) erwähnte Einrichtung betrachtet. »

Art. 2 - Artikel 2, § 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ergänzt:

« Umzugs- und Einzugszulagen werden ebenfalls unter den durch den vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen denjenigen Mietern einer sich im Besitz einer Gesellschaft befindenden Wohnung gewährt, die eine unterbesetzte Wohnung verlassen, um eine derselben Gesellschaft gehörende, im Verhältnis zu ihrer Haushaltszusammensetzung stehende Wohnung anzumieten, die ihnen in Anwendung des Artikels 5, § 2, des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 über das Vermieten von Wohnungen, die durch die Regionale Wohnungsbaugesellschaft für Wallonien oder durch von dieser anerkannten Gesellschaften verwaltet werden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 9. März 1995, vorgeschlagen wird. »

Art. 3 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird ein § 2bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« § 2bis. Eine sich im Besitz einer Gesellschaft befindende Wohnung wird als unterbesetzt betrachtet, wenn sie in Anbetracht der durch den in Artikel 2, § 1 erwähnten Artikel 5 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 13. Juni 1991 bestimmten Normen mindestens zwei überschüssige Zimmer enthält. »

Art. 4 - § 1. Artikel 4, § 1 desselben Erlasses wird durch folgenden Absatz ergänzt:

« Die Bestimmungen der Absätze 1 und 2 finden keine Anwendung auf Empfänger von Umzugs- und Einzugszulagen, die in Anwendung von Artikel 2, § 1, Absatz 2 gewährt werden. »

§ 2. In demselben Artikel 4, unter Punkt 3°, d, des § 3 werden die Wörter "sowie das Bestehen von dinglichen Immobilienrechten" gestrichen.

§ 3. Artikel 4, § 3 desselben Erlasses wird durch folgenden Punkt ergänzt:

« 4° eine ehrenwörtliche Erklärung ausfüllen, durch welche er bescheinigt, daß er die durch den § 2 auferlegte Bedingung bezüglich des Erbes beachtet. »

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Erlasses wird der Absatz 2 durch folgende Wörter ergänzt: "ohne den Mietbetrag der gemieteten Wohnung übersteigen zu können".

Art. 6 - In Artikel 7, § 1 desselben Erlasses wird der Absatz 2 durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« Der Antrag wird außerdem nur dann in Betracht gezogen, wenn er spätestens sechs Monate nach dem Umzug oder, falls Artikel 2, § 2, 1° Anwendung findet, spätestens sechs Monate nach Abschluß der Arbeiten oder auch, wenn ein neuer Mietvertrag mit dem Eigentümer geschlossen worden ist und wenn der Eigentümer eine durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 22. Februar 1990 eingeführte Sanierungsprämie erhalten hat, spätestens sechs Monate nach der Unterzeichnung dieses neuen Mietvertrags eingereicht wird. »

Art. 7 - Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Mai 1998 in Kraft.

Die durch den vorliegenden Erlaß aufgehobenen oder abgeänderten Bestimmungen finden vorläufig weiterhin Anwendung auf die Anträge, die vor seinem Inkrafttreten eingereicht werden.

Art. 8 - Der Minister des Wohnungswesens wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 12. März 1998

Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 767

[C — 98/27187]

12 MAART 1998. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 tot toekenning van verhuis-, installatie- en huurtoelagen aan personen die een ongezonde woning ontruimen, gehandicapte personen die een ongeschikte woning ontruimen en personen die niet langer "dakloos" zijn

De Waalse Regering,

Gelet op de Huisvestingscode, inzonderheid op artikel 76, ingevoegd bij de wet van 19 juli 1976;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 tot toekenning van verhuis-, installatie- en huurtoelagen aan personen die een ongezonde woning ontruimen, gehandicapte personen die een ongeschikte woning ontruimen en personen die niet langer "dakloos" zijn, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 juni 1994;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat zo spoedig mogelijk verhuis-, installatie- en huurtoelagen moeten worden toegekend aan de daklozen die nog niet onder de toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 vallen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 19 november 1993 tot toekenning van verhuis-, installatie- en huurtoelagen aan personen die een ongezonde woning ontruimen, gehandicapte personen die een ongeschikte woning ontruimen en personen die niet langer "dakloos" zijn, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 juni 1994, wordt aangevuld als volgt :

« c) hetzij de persoon die gedurende twaalf maanden vóór de huur van een gezonde woning een in een recreatiegebied gelegen vakantiehuis bewoonde. »

§ 2. In artikel 1, derde lid, van hetzelfde besluit wordt punt 2 vervangen als volgt :

« 2. het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997 betreffende de voorwaarden waaronder subsidies voor integratiewoningen worden toegekend. »

§ 3. Het derde lid van hetzelfde artikel 1 wordt aangevuld als volgt :

« 4. het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 29 maart 1993 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen gesubsidieerd door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn);

5. het koninklijk besluit van 10 juli 1990 houdende vaststelling van de normen voor de erkenning van initiatieven van beschut wonen ten behoeve van psychiatrische patiënten. »

§ 4. Hetzelfde artikel 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De huisvesting in een urgentie- of transitwoning die beheerd wordt door een gemeente of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, wordt gelijkgesteld met huisvesting in een instelling om psychische, medische of sociale redenen, zoals bedoeld in het eerste lid, 9^o, b. »

Art. 2. Artikel 2, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« Verhuis-, installatie- en huurtoelagen worden onder de bij dit besluit bepaalde voorwaarden eveneens verleend aan de huurders die een aan een maatschappij toebehorende onderbezette woning verlaten om een woning van dezelfde maatschappij te huren die beantwoordt aan de samenstelling van hun gezin en voorgesteld wordt op grond van artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991 betreffende de huur van woningen beheerd door de Waalse Regionale Maatschappij voor de Huisvesting of de door haar erkende maatschappijen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 maart 1995. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt een § 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2bis. Als onderbezet wordt beschouwd de aan een maatschappij toebehorende woning met ten minste twee overtollige kamers, gezien de normen omschreven in artikel 5 van het in artikel 2, § 1, bedoelde besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 13 juni 1991. »

Art. 4. § 1. Artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende lid :

« De bepalingen van het eerste en het tweede lid gelden niet voor de rechthebbenden op verhuis- en installatietoelagen die krachtens artikel 2, § 1, tweede lid, worden verleend. »

§ 2. In hetzelfde artikel 4, punt 3^o, d), van § 3, worden de woorden "en het bestaan van zakelijke onroerende rechten" geschrapt.

§ 3. Artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende punt :

« 4^o een verklaring op erewoord invullen om te bevestigen dat hij voldoet aan de krachtens § 2 opgelegde patrimoniumsvoorwaarde. »

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt het derde lid aangevuld als volgt : "zonder de huurprijs van de gehuurde woning te mogen overschrijden".

Art. 6. In artikel 7, § 1, van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

« Bovendien wordt de aanvraag slechts in aanmerking genomen als ze uiterlijk zes maanden na de verhuizing wordt ingediend of, wanneer artikel 2, § 2, 1^o, wordt toegepast, uiterlijk zes maanden na afloop van de werkzaamheden, of, wanneer een nieuw huurcontract is gesloten met de eigenaar en deze laatste voor de werkzaamheden de bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 22 februari 1990 ingevoerde renovatiepremie heeft genoten, uiterlijk zes maanden na het sluiten van het nieuwe huurcontract. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 1998.

Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de bij dit besluit opgeheven of gewijzigde bepalingen echter van toepassing op de aanvragen die vóór de inwerkingtreding ervan ingediend worden.

Art. 8. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 12 maart 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX